



Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale

Délibération AF n° 23/2013 du 25 juillet 2013

Objet: Délibération portant autorisation unique et modifiant en ce qui concerne les concessionnaires privés des communes bruxelloises, les régies autonomes communales bruxelloises et l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale la délibération AF n° 12/2009 portant autorisation unique pour l'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des personnes qui sont débitrices, du fait de l'utilisation d'un véhicule, d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement (AF-MA-2013-046)

Le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale ;

Vu la loi du 8 décembre 1992 *relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel* (ci-après LVP), en particulier les articles 31 *bis* et 36 *bis* ;

Vu l'arrêté royal du 17 décembre 2003 *fixant les modalités relatives à la composition et au fonctionnement de certains comités sectoriels institués au sein de la Commission de la protection de la vie privée*;

Vu la demande d'avis technique et juridique adressée au Service public fédéral Fedict en date du 10/07/2013;

Vu le rapport du Président ;

Émet, après délibération, la décision suivante, le 25/07/2013:

I. CONTEXTE ET HISTORIQUE DE LA DEMANDE

1. La Commission de la protection de la vie privée et le Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale ont émis respectivement un avis d'initiative le 28 août 2003¹ et une délibération le 7 février 2007² qui portent sur l'accès aux données du répertoire de la DIV par les huissiers de justice pour le compte des sociétés privées qui, soit gèrent des parkings privés, soit ont reçu en concession la gestion du stationnement payant sur la voie publique ou dans un parking public.
2. Dans ces avis/délibération, l'on avait exclu l'accès direct ou indirect au répertoire de la DIV par ces entreprises privées.
3. La Commission et le Comité avaient estimé que ces gestionnaires ne pouvaient se prévaloir de l'article 6 § 2, 2 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 *relatif à l'immatriculation des véhicules*³ (qui autorise la communication de données d'identification "*de la personne par laquelle sont dues les taxes ou les redevances liées à [...] l'utilisation d'un véhicule*") dès lors qu'il ne pouvait être question en leur chef de paiement d'une "taxe ou redevance".
4. Pour ce qui concerne les gestionnaires privés de parking public, la Commission et le Comité avaient estimé qu'en l'absence d'une base légale spécifique permettant le transfert du pouvoir de perception des redevances, cela pouvait entraîner une disqualification de la notion de redevance et dès lors rendre impossible l'accès à la DIV pour le concessionnaire privé.
5. La loi du 22 février 1965 *permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur* a été modifiée par la loi du 22 décembre 2008⁴, autorisant les villes et communes, leurs concessionnaires privés et les régies autonomes communales à demander à la DIV l'identité du titulaire du numéro de la marque d'immatriculation, dans le respect de la loi relative à la protection de la vie privée.
6. Cette modification législative palliait au problème soulevé par la Commission et le Comité.
7. Le 1^{er} octobre 2009, la Direction pour l'immatriculation des véhicules (DIV) a ensuite été autorisée par le Comité (délibération AF n° 12/2009) à communiquer des données

¹ Avis d'initiative 37/2003 *relatif à l'accès au répertoire des véhicules de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service Public Fédéral Mobilité et Transports en vue de l'identification de la personne physique ou morale par laquelle sont dues des taxes ou des redevances en matière de stationnement de véhicules.*

² Délibération AF n° 02/2007 *relative à la demande de la Chambre Nationale des Huissiers de Justice afin que ces derniers soient autorisés à accéder au répertoire des véhicules de la Direction générale Mobilité et Sécurité routière du Service Public Fédéral Mobilité et Transport en vue de l'identification des personnes physiques qui doivent des redevances en matière de stationnement des véhicules.*

³ M.B., 8 août 2001.

⁴ Loi du 22 décembre 2008 *portant des dispositions diverses*, M.B., 29 décembre 2008 (Titre 4, Chapitre 2).

d'identification des titulaires d'un véhicule immatriculé qui sont redevables d'une rétribution ou d'une taxe aux différentes instances visées dans la loi du 22 février 1965.

8. Au vu du nombre important de destinataires de ce type de flux de données, le Comité avait décidé d'adopter une délibération unique applicable à l'ensemble des entités visées par l'article 2 de la loi du 22 février 1965 (villes et communes, leurs concessionnaires, les régies autonomes communales).
9. Le 27 mai 2010, la Cour constitutionnelle a toutefois promulgué un arrêt⁵ annulant les articles 14 à 16 de la loi du 22 décembre 2008 *portant des dispositions diverses* qui modifiaient la loi du 22 février 1965 *permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur* (ci-après "l'arrêt du 27 mai 2010"), au motif que ces dispositions légales enfreignent les règles attributives de compétences. La Cour a en effet estimé qu'il s'agissait d'une matière ne relevant pas de la compétence de l'autorité fédérale mais de celle des Régions.
10. Suite à cet arrêt, un décret flamand a été adopté le 9 juillet 2010⁶ et est la base légale ayant permis l'octroi de l'autorisation générale AF n°17/2010 du 21 octobre 2010 permettant l'accès à la DIV en vue de l'encaissement de rétributions ou de taxes de stationnement pour les concessionnaires privés des villes et communes flamandes et les agences autonomisées communales flamandes.
11. Le décret wallon du 27 octobre 2011⁷ est la base légale ayant permis l'octroi de l'autorisation générale AF n°04/2012 du 29 mars 2012 permettant l'accès à la DIV en vue de l'encaissement de rétributions ou de taxes de stationnement pour les concessionnaires privés des villes et communes wallonnes et les agences autonomisées communales wallonnes.
12. Pour ce qui concerne Bruxelles, l'ordonnance du 22 janvier 2009 *portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale*⁸ (ci-après "l'ordonnance du 22 janvier 2009"), la Région de Bruxelles-Capitale apporte sous conditions une base juridique pour l'encaissement de rétributions ou de taxes de

⁵ Cet arrêt a été publié au Moniteur belge du 30 juillet 2010.

⁶ Décret du 9 juillet 2010 portant recouvrement de rétributions de stationnement par des sociétés de parking, publié au Moniteur belge du 26 juillet 2010.

⁷ Décret du 27 octobre 2011 modifiant divers décrets concernant les compétences de la Wallonie, publié au Moniteur belge du 24 novembre 2011.

⁸ Cette ordonnance a été publiée au Moniteur belge du 30 janvier 2009.

stationnement, et ce tant pour l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale que, les concessionnaires privés des communes bruxelloises⁹.

II. DÉCISION DU COMITÉ SUITE À L'ARRÊT DU 27 MAI 2010 ET A L'ORDONNANCE DU 22 JANVIER 2009

13. Le Comité constate que la base légale qu'il mentionne dans sa délibération AF n° 12/2009 a été annulée par la Cour constitutionnelle (bien que ce ne soit pas sur la base de considérations relatives à la protection de la vie privée).
14. Parallèlement, le Comité observe que l'ordonnance du 22 janvier 2009 constitue une base légale permettant d'habiliter sous conditions – en vue de l'encaissement de rétributions ou de taxes de stationnement – d'une part, l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale¹⁰ et d'autre part, les concessionnaires privés des communes bruxelloises¹¹) à demander l'identité du titulaire d'un numéro d'immatriculation à la DIV.
15. Compte tenu de ce qui précède, en application de l'ordonnance du 22 janvier 2009, le Comité confirme une nouvelle fois ci-après (au chapitre III de la présente délibération) l'analyse et les conditions contenues dans sa délibération AF n° 12/2009 pour ce qui concerne l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et les concessionnaires privés des communes bruxelloises¹² qui seraient en charge de la perception des redevances de stationnement pour des communes bruxelloises. Le chapitre III de la présente délibération comporte néanmoins plusieurs modifications par rapport à la délibération AF n° 12/2009 :
 - il est évidemment référé à l'ordonnance du 22 janvier 2009 plutôt qu'à la loi du 22 février 1965 ;
 - l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale est également visée et l'octroi d'autorisations individuelles sera conditionnée à l'existence d'une délégation de pouvoir des communes bruxelloises concernées ;
 - l'octroi d'autorisations individuelles pour les concessionnaires privés sera conditionné à l'existence d'un contrat de concession conclu avant le 1^{er} mars 2009 et la durée de l'autorisation ne pourra excéder la durée prévue par l'article 44 de l'ordonnance du 22

⁹ L'ordonnance évoque aussi les communes, mais celles-ci ont également une possibilité d'accès à la DIV sur la base de l'arrêté royal du 20 juillet 2001 *relatif à l'immatriculation des véhicules*. Pour les communes, l'autorisation générale 12/2009 du comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale reste pleinement applicable.

¹⁰ Pour le territoire des communes bruxelloises qui auront délégué cette compétence à l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

¹¹ Lorsqu'ils ont conclu leur contrat de concession avant le 1^{er} mars 2009. Les concessionnaires privés ne pourront toutefois en bénéficier que pour une durée limitée. L'ordonnance prévoit en son article 44 que les contrats de concession devront prendre fin dans les 5 ans de l'entrée en vigueur de l'ordonnance, soit le 1^{er} mars 2014.

¹² Voir la note de bas de page n°11.

janvier 2009 qui prévoit que les contrats de concession devront prendre fin dans les 5 ans de l'entrée en vigueur de l'ordonnance, soit le 1^{er} mars 2014.

16. Pour pouvoir bénéficier d'une autorisation individuelle, les entités visées devront notamment envoyer au Comité une déclaration d'engagement écrite et signée aux termes de laquelle elles s'engagent à respecter les conditions décrites dans la présente délibération.
17. Étant donné que les conditions énumérées ci-après dans le chapitre III sont identiques aux conditions déjà imposées dans la délibération AF n° 12/2009, le Comité décide de maintenir pour ce qui concerne les concessionnaires privés des communes bruxelloises la validité de toutes les autorisations individuelles déjà approuvées suite à la délibération AF n° 12/2009. Aucune nouvelle déclaration d'engagement ne devra donc être établie à cette fin par les concessionnaires privés des communes bruxelloises bénéficiant déjà d'une autorisation individuelle¹³.

III. RECONFIRMATION DE L'ANALYSE DÉVELOPPÉE ET DES CONDITIONS IMPOSÉES DANS LA DÉLIBÉRATION AF N° 12/2009

A. Responsables du traitement bénéficiaires de la présente autorisation

18. L'article 1, § 4 de la LVP définit le "*responsable du traitement*" comme étant "*la personne physique ou morale, l'association de fait ou l'administration publique qui, seule ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel*".
19. Le deuxième paragraphe du même article stipule que "*Lorsque les finalités et les moyens du traitement sont déterminés par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance, le responsable du traitement est la personne physique, la personne morale, l'association de fait ou l'administration publique désignée comme responsable du traitement par ou en vertu de cette loi, de ce décret ou de cette ordonnance*".
20. Selon le Comité, l'ordonnance du 22 janvier 2009 constitue une base légale pour l'octroi d'un d'accès direct au répertoire de la DIV pour l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et les concessionnaires privés des communes en Région bruxelloises¹⁴ qui seraient en charge de la perception des redevances de stationnement pour des communes bruxelloises, et

¹³ Il en est bien entendu de même pour les villes et communes belges bénéficiant déjà d'une autorisation individuelle sur la base de l'autorisation AF 12/2009 dès lors que leur base légale n'a pas été annulée.

¹⁴ Voir la note de bas de page n°8.

ceux-ci sont devenus par conséquent responsables du traitement, et cela en vertu de cette ordonnance.

21. Lorsque la commune conserve la compétence de gestion des parkings publics et plus particulièrement de la réclamation des redevances, c'est bien entendu celle-ci qui doit être considérée comme étant le responsable du traitement¹⁵.
22. Par contre, lorsqu'une commune décide ou a décidé en vertu de l'ordonnance de déléguer cette compétence à l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, ou à un partenaire privé par le biais d'un contrat conclu avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance pour la gestion de ses parkings publics, et que ces entités sont chargées de l'encaissement des redevances, ce sont elles qui sont responsables du traitement, et cela en vertu de l'ordonnance du 22 janvier 2009.

B. Principe de légalité et de finalité

23. L'article 4 de la loi prévoit que les données à caractère personnel doivent être traitées loyalement et licitement mais également collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités, compte tenu de tous les facteurs pertinents, notamment des prévisions raisonnables de l'intéressé et des dispositions légales et réglementaires.
24. En application de l'article 6, § 2 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001 *relatif à l'immatriculation des véhicules*, la communication de données du répertoire de la DIV était déjà légalement autorisée au bénéfice des communes. En vertu de l'ordonnance du 22 janvier 2009, l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et les concessionnaires privés des communes en Région bruxelloises (durant une durée limitée¹⁶) qui seraient en charge de la perception des redevances de stationnement pour des communes bruxelloises sont habilités, sous les conditions de la présente délibération à solliciter au Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale une autorisation individuelle afin de pouvoir accéder auprès de la DIV à l'identité du titulaire du numéro de la marque d'immatriculation qui est redevable d'une rétribution ou d'une taxe de stationnement.
25. En effet, en ce qui concerne l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 40 de l'ordonnance du 22 janvier 2009 stipule que « *Le contrôle du respect des règles de*

¹⁵ Elle peut obtenir une autorisation individuelle pour accéder à la DIV sur la base de l'autorisation générale AF n°12/2009 qui reste pleinement applicable aux communes dès lors que l'AR de 2001 *relatif à l'immatriculation des véhicules* constitue la base légale leur permettant l'accès à la DIV.

¹⁶ Voir la note de bas de page n°8.

stationnement et la perception de la redevance de stationnement relèvent exclusivement de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et des communes. (...). § 3. Sauf délégation accordée à l'Agence du stationnement, chaque commune exerce la mission de perception de la redevance de stationnement, visée à l'article 38 de la présente ordonnance sur les voiries communales et régionales situées sur son territoire (...).

26. En ce qui concerne les concessionnaires privés de communes bruxelloises, l'article 44 stipule que « *Par dérogation à l'article 40 de la présente ordonnance, les communes qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance sont liées avec une personne physique ou morale de droit privé, par un contrat portant sur le contrôle du stationnement sur leur territoire, sont tenues d'y mettre fin afin d'être à même d'exercer ce contrôle elles-mêmes ou par l'Agence du stationnement, dans les cinq ans de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, en ce compris dans les cas où la durée d'exécution de la concession ou de la convention de sous-traitance excède ce délai de cinq ans. (...)*

Dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, les communes ne peuvent plus conclure de contrat portant sur le contrôle du stationnement sur leur territoire au sens du premier alinéa.(...).».

27. Par conséquent, la possibilité pour les concessionnaires privés de communes bruxelloises d'accéder à la DIV dans le cadre du contrôle du respect des règles de stationnement est limitée par deux conditions :

- a. Le contrat de concession doit avoir été conclu avant la date d'entrée en vigueur de l'ordonnance du 22 janvier 2009, soit le 1^{er} mars 2009 ;
- b. Le contrat de concession devrait prendre fin dans les cinq ans de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 22 janvier 2009, soit le 1^{er} mars 2014.

28. Selon le Comité, cette communication est légitimée par l'ordonnance du 22 janvier 2009 et constitue donc une réutilisation compatible des données du répertoire de la DIV.

29. Il convient toutefois de n'utiliser les données obtenues que pour la finalité définie par l'ordonnance du 22 janvier 2009, à savoir le contrôle du respect des règles de stationnement et la perception de la redevance de stationnement.

30. À cet égard, le Comité souhaite souligner que l'habilitation légale des sociétés privées ne s'applique que dans le cadre de la concession de la gestion du stationnement payant sur la voie publique ou dans un parking public. En aucun cas, une société privée ne pourrait accéder aux données du répertoire de la DIV pour la gestion de parkings privés.

31. Par conséquent, une société privée qui gère à la fois des parkings publics et des parkings privés ne pourra utiliser son accès au répertoire de la DIV pour obtenir des données utiles pour la gestion de ses parkings privés, sans quoi il s'agirait d'un détournement de finalité et donc d'une violation de la loi du 8 décembre 1992 (LVP).
32. La société privée qui gère à la fois des parkings publics et des parkings privés devra être à même de justifier le fait que les demandes de données à la DIV concernent bel et bien la gestion d'un parking public.

C. Principe de proportionnalité

33. Le principe de proportionnalité implique notamment qu'il convient de choisir un moyen adéquat, nécessaire et le moins attentatoire à la vie privée pour atteindre l'objectif visé, ici le recouvrement des redevances de stationnement.
34. Lorsqu'il est possible d'éviter de se mettre dans une situation qui nécessite l'identification personnelle des utilisateurs n'ayant pas payé leurs redevances de parking, notamment en équipant les parkings de barrières ou d'autres systèmes qui empêchent les véhicules de quitter le parking sans paiement, il convient d'opter pour ces options¹⁷.
35. Lorsque l'identification des utilisateurs est nécessaire, il convient de ne réclamer auprès de la DIV que les données qui sont adéquates, pertinentes et non excessives au regard de la finalité visée¹⁸, à savoir les données nominatives (nom, prénom) et l'adresse du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule redevable de redevance de stationnement.

D. Obligations supplémentaires dues au caractère sensible des données

36. Les données recueillies peuvent être considérées comme des données judiciaires¹⁹ au sens de la LVP dès qu'elles sont collectées ou traitées en vue d'être utilisées dans le cadre de recours en justice ou si elles peuvent mener à des sanctions administratives.
37. Le traitement de ces données peut être notamment mis en œuvre par les personnes physiques ou morales pour autant que la gestion de leurs propres contentieux l'exige.

¹⁷ Le Comité renvoie aux commentaires de l'avis d'initiative 37/2003 de la Commission, *op. cit.*, chap. II, (a), § 6, ainsi qu'à la délibération AF n° 02/2007 du Comité, *op. cit.*, points 17-19.

¹⁸ Voir l'article 4, § 1, 3° de la LVP.

¹⁹ "Données [...] relatives à des litiges soumis aux cours et tribunaux, [...], à des suspicions, des poursuites ou des condamnations ayant trait à des infractions ou à des sanctions administratives ou des mesures de sûreté", article 8 LVP.

38. Il convient toutefois de respecter les conditions particulières relatives à ces traitements qui sont décrites à l'article 25 de l'Arrêté royal du 13 février 2001 portant exécution de la LVP. En vertu de cet article, les responsables du traitement doivent désigner clairement les catégories de personnes ayant accès aux données avec une description précise de leur fonction. La liste des catégories de personnes doit être tenue à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée. Par ailleurs, les responsables de traitement doivent veiller à ce que ces personnes désignées soient tenues par une obligation légale, statutaire ou contractuelle au caractère confidentiel de ces données.

E. Fréquence des communications de données du répertoire de la DIV et durée de la présente autorisation

39. La fréquence des communications de données ne peut être prédéterminée dans la mesure où elle dépend de la nécessité d'identifier une personne qui est en défaut de paiement.

40. En vertu de l'article 40 de l'ordonnance du 22 janvier 2009, l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale est en droit de solliciter au Comité sectoriel pour l'Autorité Fédérale une autorisation individuelle pour une durée indéterminée et cela pour les territoires des communes bruxelloises lui ayant donné délégation de perception des redevances de stationnement.

41. Pour ce qui concerne les concessionnaires privés de communes bruxelloises bénéficiant d'un contrat de concession conclu avant la date du 1^{er} mars 2009, toute autorisation individuelle ne pourra être délivrée que pour la durée maximale prévue par l'article 44 de l'ordonnance du 22 janvier 2009, soit dans les cinq ans de l'entrée en vigueur de l'ordonnance (jusqu'au 1^{er} mars 2014), sous réserve qu'elles soient effectivement légalement chargées de l'encaissement des redevances de stationnement.

42. Toute déclaration de conformité adressée au Comité implique dès lors une déclaration sur l'honneur que l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale ou le concessionnaire privé d'une commune bruxelloise désirent obtenir des données de la DIV en vertu de la présente délibération est effectivement chargée de l'encaissement des redevances de stationnement, que cela soit, par exemple, en vertu d'un règlement communal ou d'un contrat de concession.

43. Lorsqu'un bénéficiaire de l'autorisation n'est plus en charge de l'encaissement des redevances de stationnement pour une commune bruxelloise (par exemple, lorsqu'une commune met fin au

contrat de concession), le bénéficiaire perd son droit de réclamer des données à la DIV pour ce territoire en vertu de la présente délibération et il doit en avertir le Comité.

44. Tout bénéficiaire de l'autorisation devrait également accepter les possibilités de contrôle et d'inspection des services compétents (police, justice et Commission de la protection de la vie privée), et se plier aux éventuelles recommandations ou aux éventuels retraits d'autorisation.

F. Durée de conservation des données

45. Les bénéficiaires de la présente délibération devront supprimer les données dès qu'elles ne sont plus nécessaires et ne pourront en tout état de cause pas les conserver au-delà de la réception de la somme due.
46. Les responsables du traitement ne peuvent en effet pas conserver les données après le paiement de la redevance, par exemple à des fins de constitution d'une base de données parallèle à celle de la DIV et qui serait utilisée pour les éventuels besoins futurs (si un client se retrouve à nouveau en défaut de paiement).

G. Principe de transparence

47. Le traitement des données doit être loyal et donc avoir lieu de façon transparente. L'obligation d'information, au sens de l'article 9 de la LVP, constitue une des pierres angulaires d'un traitement transparent.
48. L'accès au répertoire de la DIV à des fins d'identification des titulaires d'immatriculation représente une collecte indirecte de données²⁰ réalisée en vue de l'application de dispositions prescrites par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. En vertu de l'article 9, § 2, deuxième alinéa, b) de la LVP, une dispense de l'obligation d'information s'applique dans une telle situation. Cette dispense n'empêche cependant pas que le Comité puisse s'assurer de l'existence de garanties appropriées à l'égard de la protection des droits fondamentaux des personnes concernées.
49. Par ailleurs, l'exception à l'obligation d'information visée à l'article 9, § 2 de la LVP ne porte que sur les collectes indirectes de données légitimées par une loi. Le Comité souligne le fait qu'en relevant les plaques d'immatriculation, les responsables du traitement réalisent une collecte directe de données qui est pleinement soumise à l'obligation d'information.

²⁰ En ce sens que les données ne sont pas collectées directement auprès de la personne concernée mais auprès d'un tiers, ici la DIV.

50. Par conséquent, le Comité estime nécessaire que les personnes concernées soient clairement informées, en toutes hypothèses, du nom du responsable du traitement, de la finalité du traitement, de l'origine des données collectées, ainsi que de l'existence d'un droit d'accès et de rectification des données les concernant (sur le site Internet du responsable du traitement ainsi que sur les demandes de paiement).
51. Le secteur pourrait bien entendu décider d'harmoniser ses pratiques en ayant une politique de communication uniforme.

H. Destinataires et/ou tiers auxquels des données sont communiquées

52. Les données reçues de la DIV ne devront être traitées en interne que par les personnes qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions. Pour ce qui concerne l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et les sociétés privées concessionnaires de communes bruxelloises, il conviendra d'identifier les personnes en charge de l'encaissement des redevances et de ne permettre l'accès aux données qu'à ces personnes (mesures techniques empêchant les autres travailleurs d'y avoir accès). Comme déjà souligné au point 38 de la présente délibération, les responsables du traitement devront tenir à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée une liste des catégories de personnes ayant accès aux données.
53. Le Comité renvoie aux exigences supplémentaires lors de l'utilisation de données sensibles (voir le point D de la présente délibération).
54. Les données obtenues auprès de la DIV ne seront pas communiquées à des tiers (hormis la communication nécessaire réalisée dans le cadre d'une éventuelle poursuite en justice).

I. Principe de sécurité

55. Les concessionnaires privés des communes et l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale qui souhaitent recevoir les données de la DIV devront mettre en place des mesures techniques et organisationnelles pour protéger les données à caractère personnel contre la destruction accidentelle ou non autorisée, contre la perte accidentelle ainsi que contre la modification, l'accès et tout autre traitement non autorisé de données à caractère personnel.

56. Ces entités devront remplir un formulaire d'évaluation²¹ de leurs mesures de sécurité et adresser une copie de ce formulaire au Comité, qui se réserve le droit d'apprécier les mesures mises en place.

57. Par ailleurs, la communication des données de la DIV devrait également être sécurisée. Il ressort des documents de la DIV qu'elle dispose d'un conseiller en sécurité ainsi que d'une politique de sécurité. Le Comité en a pris acte.

PAR CES MOTIFS,

Le Comité autorise, en ce qui concerne le territoire des communes concernées de la Région de Bruxelles-Capitale, pour une durée indéterminée l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale qui aurait reçu une délégation pour la perception des redevances de stationnement, et jusqu'au 1^{er} mars 2014 toute entreprise privée ayant reçu en concession avant le 1^{er} mars 2009 la gestion de parkings publics qui adresseront au Comité une déclaration d'engagement écrite et signée aux termes de laquelle elle s'engage à adhérer aux conditions exposées dans la présente délibération, à recevoir les données d'identification des titulaires d'immatriculation de véhicule qui sont redevables d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement.

Résumé des conditions :

- envoyer au Comité une déclaration²² écrite et signée d'adhésion aux conditions exposées dans la présente délibération, lesquelles consistent notamment à :
 - o respecter le principe de finalité, c'est-à-dire n'utiliser les données obtenues que pour l'encaissement d'une rétribution, taxe ou redevance de stationnement et ne pas utiliser les données pour la gestion de parkings privés (points 29 à 32) ;
 - o ne traiter des données personnelles qu'en cas de nécessité et évaluer la possibilité d'installer un système pouvant prévenir les défauts de paiement (par exemple, des barrières) (point 34) ;
 - o ne solliciter auprès de la DIV que les nom, prénoms et adresses des titulaires d'immatriculation (point 35) ;

²¹ Disponible sur <http://www.privacycommission.be/sites/privacycommission/files/documents/Explications-questionnaire-evaluation-conseiller-en-securite-CSAF.pdf>.

²² Une déclaration type est disponible sur demande auprès de la Commission de la protection de la vie privée : [commission\(at\)privacycommission.be](mailto:commission(at)privacycommission.be).

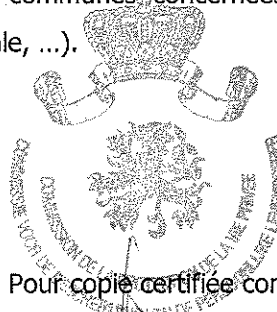
- supprimer les données dès qu'elles ne sont plus nécessaires et, en tout état de cause, ne pas conserver les données au-delà de la réception de la somme due (points 45-46) ;
 - informer clairement les utilisateurs (point 50) ;
 - ne permettre le traitement interne des données qu'aux personnes qui en ont besoin pour l'exercice de leurs fonctions, désigner les catégories de personnes ayant accès aux données avec une description précise de leur fonction et tenir la liste de ces catégories de personnes à la disposition de la Commission de la protection de la vie privée (points 52 et 38) ;
 - préserver la confidentialité des données (notamment en ne permettant l'accès aux données qu'aux personnes soumises à une obligation légale, statutaire ou contractuelle de confidentialité) et ne pas les communiquer à des tiers (hormis la communication nécessaire réalisée dans le cadre d'une éventuelle poursuite en justice) (points 54 et 38 in fine) ;
 - mettre en place des mesures techniques et organisationnelles de sécurité (points 55 à 57) ;
 - avertir le Comité si, après avoir bénéficié d'une autorisation, le bénéficiaire n'est plus en charge de l'encaissement des redevances de stationnement (point 43) ;
 - tout bénéficiaire de l'autorisation devrait également accepter les possibilités de contrôle et d'inspection des services compétents (police, justice et Commission de la protection de la vie privée), et se plier aux éventuelles recommandations ou aux éventuels retraits d'autorisation (point 44) ;
- envoyer au Comité un formulaire d'évaluation complété des mesures de sécurité mises en place²³ ;
 - envoyer en annexe de la déclaration la preuve attestant du droit de percevoir des rétributions ou taxes de stationnement (contrat de concession pour les sociétés privées ou délégation reçue par les communes concernées pour l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, ...).

L'Administrateur f.f.,

Le Président,

(sé) Patrick Van Wouwe

(sé) Willem Debeuckelaere



Pour copie certifiée conforme :

Patrick Van Wouwe,
 Chef de section OMR 30.07.2013

²³ Disponible sur <http://www.privacycommission.be/sites/privacycommission/files/documents/Explications-questionnaire-evaluation-conseiller-en-securite-CSAF.pdf>.



Sectoraal comité voor de Federale Overheid

Beraadslaging FO nr 23/2013 van 25 juli 2013

Betreft: Beraadslaging houdende de eenmalige machtiging en tot wijziging, voor wat de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten, de Brusselse autonome gemeentebedrijven en het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap betreft, van de beraadslaging FO nr. 12/2009 houdende de eenmalige machtiging voor toegang tot het repertorium van de DIV voor de identificatie van personen die door het gebruik van een voertuig, parkeerretributie, -belasting of parkeergeld schuldig zijn (AF-MA-2013-046)

Het Sectoraal comité voor de Federale Overheid;

Gelet op de wet van 8 december 1992 *tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens* (hierna WVP), inzonderheid de artikelen 31*bis* en 36*bis*;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 december 2003 *tot vaststelling van de nadere regels met betrekking tot de samenstelling en de werking van bepaalde sectorale comités opgericht binnen de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer*, inzonderheid artikel 18;

Gelet op de aanvraag van het technisch en juridisch advies gericht aan de Federale Overheidsdienst Fedict op 10/07/2013;

Gelet op het verslag van de Voorzitter;

Beslist op 25 juli 2013, na beraadslaging, als volgt:

I. CONTEXT EN VOORGESCHIEDENIS

1. De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid, brachten respectievelijk op 28 augustus 2003 een advies uit eigen beweging¹ en op 7 februari 2007 een beraadslaging² uit betreffende de toegang tot de gegevens van het DIV-repertoireum ten behoeve van de gerechtsdeurwaarders op vraag van privéondernemingen, die hetzij een private parking beheren hetzij het betalend parkeren op de openbare weg of een openbare parking in concessie kregen.
2. In beide beslissingen werd uitgesloten dat privébedrijven rechtstreeks of onrechtstreeks toegang krijgen tot het repertoireum van de DIV.
3. De Commissie en het Comité waren van oordeel dat deze beheerders zich niet konden beroepen op artikel 6, §2, 2 van het Koninklijk besluit van 20 juli 2001 *betreffende de inschrijving van voertuigen*³ (dat toestemt in de van mededeling identificatiegegevens van "de persoon die belastingen of retributie verschuldigd is inzake [...] het gebruik van een voertuig") omdat er in hun hoofde geen sprake kon zijn van een betaling van enige "retributie of belasting".
4. Omdat er geen specifieke wettelijke basis bestond die een bevoegdheidsoverdracht regelde waarmee de private beheerders van een openbare parking het recht kregen om het verschuldigd bedrag te innen, waren de Commissie en het Comité van oordeel dat dit zou kunnen resulteren in een diskwalificatie van het begrip retributie waardoor de toegang tot de DIV voor de privéconcessionaris onmogelijk wordt.
5. De wet van 22 februari 1965 *waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren* werd gewijzigd bij wet van 22 december 2008⁴ waarbij aan steden en gemeenten hun concessiehouders en de autonome gemeentebedrijven, wordt toegestaan om - in overeenstemming met de wet tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer - de identiteit van de houder van de nummerplaat op te vragen bij de DIV.

¹ Advies uit eigen beweging 37/2003 *betreffende de toegang tot het repertoireum van de voertuigen van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer voor de identificatie van de natuurlijke of rechtspersoon die belastingen of retributies verschuldigd is inzake het parkeren van voertuigen*

² Aanbeveling FO 02/2007 *Aanvraag van de Nationale Kamer van Gerechtsdeurwaarders tot het verkrijgen van een machtiging om de gerechtsdeurwaarders toegang te verlenen tot het repertoireum van de voertuigen van het Directoraat-generaal Mobiliteit en Verkeersveiligheid van de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer voor de identificatie van de natuurlijke of rechtspersonen die retributies verschuldigd zijn voor het parkeren van voertuigen.*

³ B.S. 8 augustus 2001.

⁴ Wet van 22 december 2008 houdende diverse bepalingen, BS, 29 december 2008 (titel 4, hoofdstuk 2).

6. Deze wetswijziging verhielp het probleem dat de Commissie en het Comité aan de orde stelden.
7. De Directie Inschrijving Voertuigen (DIV) werd vervolgens op 1 oktober 2009 door het Comité gemachtigd (beraadslaging FO nr. 12/2009) voor de doorgifte van identificatiegegevens van de houders van een ingeschreven voertuig die retributie, belasting schuldig zijn aan de verschillende instanties bedoeld in de wet van 22 februari 1965.
8. Gelet op het groot aantal ontvangers van dit soort gegevensstromen, besliste het Comité om een eenmalige beraadslaging goed te keuren die van toepassing is op alle entiteiten bedoeld in artikel 2 van de wet van 22 februari 1965 (steden en gemeenten, hun concessiehouders en de autonome gemeentebedrijven).
9. Op 27 mei 2010 velde het Grondwettelijk Hof evenwel een arrest⁵ tot vernietiging van de artikelen 14 tot 16 van de wet van 22 december 2008 *houdende wijziging van de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren* (hierna "het arrest van 27 mei 2010") en dit omdat deze wettelijke bepalingen de bevoegdheidsverdelende regels schenden. Het Hof is met name van oordeel dat dit een aangelegenheid betreft die niet tot de bevoegdheid van de federale overheid, maar tot deze van de gewesten behoort.
10. Ingevolge dit Arrest, werd op 9 juli 2010 een Vlaams decreet goedgekeurd⁶ dat de wettelijke basis vormde voor de toekenning van de algemene machtiging FO nr. 17/2010 van 21 oktober 2010 en op grond waarvan de private concessiehouders van de Vlaamse steden en gemeenten en de gemeentelijke verzelfstandigde agentschappen toegang krijgen tot de DIV voor de inning van parkeerretributies of –belastingen.
11. Het Waals decreet van 27 oktober 2011⁷ is de wettelijke basis voor de algemene machtiging FO nr. 04/2012 op grond waarvan de private concessiehouders van de Waalse gemeenten en de Waalse autonome gemeentebedrijven toegang krijgen tot de DIV voor de inning van parkeerretributies of –belastingen.

⁵ Dit arrest werd op 30 juli 2010 in het Belgisch Staatsblad gepubliceerd.

⁶ Decreet van 9 juli 2010 houdende de invordering van parkeerheffingen door parkeerbedrijven, verschenen in het Belgisch Staatsblad op 26 juli 2010.

⁷ Decreet van 27 oktober 2011 houdende wijziging van verscheidene decreten betreffende de bevoegdheden van Wallonië, verschenen in het Belgisch Staatsblad van 24 november 2011.

12. Met de Brusselse ordonnantie van 22 januari 2009 *houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap*⁸ (Hierna de ordonnantie van 22 januari 2009), verschaftte het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een voorwaardelijke juridische basis voor de inning van parkeerretributies of –belastingen en dit zowel ten gunste van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap als de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten⁹.

II. BESLISSING VAN HET COMITE INGEVOLGE HET ARREST VAN 27 MEI 2010 EN DE ORDONNANTIE VAN 22 JANUARI 2009

13. Het Comité stelt vast dat de wettelijke basis die zij in haar beraadslaging FO nr. 12/2009 heeft vermeld, door het Grondwettelijk Hof is vernietigd (zij het niet op grond van privacy-beschermende overwegingen).
14. Het Comité constateert tegelijk dat de ordonnantie van 22 januari 2009 een wettelijke basis biedt om enerzijds het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap¹⁰, en anderzijds de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten¹¹, onder bepaalde voorwaarden te machtigen de identiteit van de houder van een nummerplaat op te vragen bij de DIV voor de inning van parkeerretributies.
15. Gelet op het voorgaande en in toepassing van de ordonnantie van 22 januari 2009, herbevestigt het Comité hierna nogmaals (in hoofdstuk III van onderhavige beraadslaging) de analyse en de voorwaarden vervat in haar beraadslaging FO nr. 12/2009 aangaande het Brussels Hoofdstedelijke Parkeeragentschap en de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten¹² die belast zijn met de inning van parkeerretributies of –belastingen voor de Brusselse gemeenten.
- Hoofdstuk III van onderhavige beraadslaging wijzigt wel op verschillende punten beraadslaging FO nr. 12/2009:
- er wordt vanzelfsprekend verwezen naar de ordonnantie van 22 januari 2009 in plaats van naar de wet van 22 februari 1965;

⁸ Deze ordonnantie verscheen in het Belgische Staatsblad van 30 januari 2009.

⁹ De Ordonnantie vermeldt ook de gemeenten maar die hebben al de mogelijkheid om de DIV te raadplegen krachtens het Koninklijk besluit van 20 juli 2001 *betreffende de inschrijving van voertuigen*. Voor de gemeenten blijft de algemene machtiging 12/2009 van het Sectoraal comité voor de Federale Overheid volledig van toepassing.

¹⁰ Dit voor het grondgebied van de Brusselse gemeenten die deze bevoegdheid delegerden aan het Parkeeragentschap.

¹¹ Indien zij een concessiecontract afsloten vòòr 1 maart 2009 . De private concessiehouders kunnen daarentegen maar voor een beperkte periode gemachtigd worden. De Ordonnantie bepaalt in artikel 44 dat de concessiecontracten moeten aflopen binnen de 5 jaar na de inwerkingtreding van de Ordonnantie, hetzij op 1 maart 2014.

¹² Zie voetnoot 11.

- het heeft ook betrekking op het Hoofdstedelijk Brussels Parkeeragentschap en de individuele machtigingen zullen worden toegekend op voorwaarde dat er een bevoegdheidsdelegatie bestaat van de betrokken Brusselse gemeenten;
- de private concessiehouders zullen uitsluitend individueel worden gemachtigd op voorwaarde dat er een concessiecontract bestaat dat werd afgesloten vòòr 1 maart 2009 en de machtiging niet langer duurt dan voorzien in artikel 44 van de ordonnantie van 22 januari 2009, die bepaalt dat de concessiecontracten aflopen 5 jaar nadat de ordonnantie in werking is getreden, namelijk op 1 maart 2014.

16. Om nu individueel gemachtigd te kunnen worden moeten de geviseerde entiteiten het Comité een geschreven en ondertekende verbintenisverklaring bezorgen, waarin zij zich ertoe verbinden, de voorwaarden gesteld in onderhavige beraadslaging na te leven.

17. Aangezien de voorwaarden, hierna opgesomd in hoofdstuk III, identiek zijn aan de voorwaarden die reeds zijn opgelegd in de beraadslaging FO 12/2009, beslist het Comité om voor de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten, de geldigheid te handhaven van alle individuele machtigingen die reeds werden goedgekeurd krachtens de beraadslaging FO 12/2009. Bijgevolg moeten de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten aan wie reeds een individuele machtiging werd verleend, voor dit doel geen enkele nieuwe verbintenisverklaring afleggen¹³.

III. HERBEVESTIGING VAN DE ANALYSE EN VAN DE OPGELEGDE VOORWAARDEN IN BERAADSLAGING FO NR. 12/2009

A. De verantwoordelijken voor de verwerking die recht hebben op deze machtiging

18. Artikel 1, § 4 van de WVP bepaalt dat onder "*verantwoordelijke voor de verwerking*" de *natuurlijke persoon of de rechtspersoon, de feitelijke vereniging of het openbaar bestuur (wordt) verstaan die alleen of samen met anderen het doel en de middelen voor de verwerking van persoonsgegevens bepaalt*".

19. Het tweede lid van datzelfde artikel stipuleert dat "*Indien het doel en de middelen voor de verwerking door of krachtens een wet, een decreet of een ordonnantie zijn bepaald, is de verantwoordelijke voor de verwerking de natuurlijke persoon, de rechtspersoon, de feitelijke vereniging of het openbaar bestuur die door of krachtens de wet, het decreet of de ordonnantie als de voor de verwerking verantwoordelijke wordt aangewezen*".

¹³ Dit geldt vanzelfsprekend ook voor de Belgische steden en gemeenten die reeds over een individuele machtiging beschikken op grond van de machtiging FO 12/2009 aangezien deze wettelijke basis niet werd vernietigd.

20. Volgens het Comité is de ordonnantie van 22 januari 2009 een wettelijke basis voor de toekenning van een rechtstreekse toegang tot het repertorium van de DIV voor het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en de gemeentelijke private concessiehouders van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest¹⁴ die belast zijn met de inning van parkeerretributies ten behoeve van de Brusselse gemeenten. Dientengevolge krijgen zij krachtens deze ordonnantie het statuut van verantwoordelijke voor de verwerking.
21. Wanneer de gemeente het beheer van de openbare parkings behoudt en meer in het bijzonder de bevoegdheid om parkeerretributies te innen, is het natuurlijk de gemeente zelf die beschouwd wordt als verantwoordelijke¹⁵.
22. Als de gemeente echter krachtens de ordonnantie beslist of heeft beslist die bevoegdheid, nl. het beheer van haar openbare parkings, te delegeren aan het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap of aan een private partner via een contract dat werd afgesloten vooraleer de ordonnantie in werking trad en zij belast werden met de inning van parkeerretributies, zijn deze entiteiten de verantwoordelijken voor de verwerking krachtens het de ordonnantie van 22 januari 2009.

B. Het legaliteits- en finaliteitsbeginsel

23. Artikel 4 van de wet bepaalt dat persoonsgegevens eerlijk en rechtmatig moeten worden verwerkt en ook verkregen moeten worden voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en niet verder mogen worden verwerkt op een wijze die onverenigbaar is met deze doeleinden, waarbij rekening wordt gehouden met alle relevante factoren, met name de redelijke verwachtingen van de betrokkene en de wettelijke en reglementaire bepalingen.
24. In toepassing van artikel 6, §2 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 *betreffende de inschrijving van voertuigen*, mochten de gegevens van het repertorium van de DIV reeds worden verstrekt aan de gemeenten. Ingevolge de ordonnantie van 22 januari 2009 hebben het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten (voor een beperkte duur)¹⁶, die belast zijn met de inning van parkeerretributies ten behoeve van de Brusselse gemeenten, onder de voorwaarden van

¹⁴ Zie voetnoot 11.

¹⁵ De gemeente kan een individuele machtiging verkrijgen om toegang te hebben tot de DIV op grond van de algemene machtiging FO nr. 12/2009 die geheel van toepassing blijft voor de gemeenten aangezien het KB van 2001 tot inschrijving van de voertuigen de wettelijke basis vormt om toegang te hebben tot de DIV.

¹⁶ Zie voetnoot 11.

onderhavige beraadslaging, het recht om aan het Sectoraal comité voor de Federale Overheid een individuele machtiging te vragen om bij de DIV de identiteit op te vragen van de houder van een nummerplaat die een parkeerretributie of parkeerbelasting verschuldigd is.

25. Inderdaad, over het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap bepaalt artikel 40 van de ordonnantie van 22 januari 2009 dat : *"De controle op de naleving van de parkeerregels en de inning van de parkeerretributie behoren uitsluitend tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en de gemeenten. (...) § 3. Behoudens delegatie toegekend aan het Parkeeragentschap, oefent elke gemeente de inningsopdracht uit van de retributie bedoeld in artikel 38 van deze ordonnantie, zowel op de gemeente- als op de gewestwegen gelegen op haar grondgebied. (...)"*
26. Over de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten bepaalt artikel 44 dat : *"In afwijking van artikel 40 van deze ordonnantie, moeten de gemeenten die, op de datum van inwerkingtreding van deze ordonnantie, via een contract betreffende de controle op het parkeren op hun grondgebied gebonden zijn aan een privaatrechtelijke natuurlijke persoon of rechtspersoon, er een eind aan stellen zodat zijzelf of het Parkeeragentschap deze controle kunnen uitoefenen binnen vijf jaar na de inwerkingtreding van deze ordonnantie, met inbegrip van de gevallen waarin de uitvoeringstermijn van de concessie of van de overeenkomst tot onderaanneming deze termijn van vijf jaar overschrijdt. (...) Vanaf de inwerkingtreding van deze ordonnantie, kunnen de gemeenten geen contracten meer sluiten met betrekking tot de controle op het parkeren op hun grondgebied in de zin van het eerste lid (...)."*
27. Bijgevolg wordt de mogelijkheid voor de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten om toegang te hebben tot de DIV voor de controle van de naleving van de parkeerregels beperkt tot twee voorwaarden:
- a. het concessiecontract werd afgesloten vòòr de datum van inwerkingtreding van de ordonnantie van 22 januari 2009, namelijk 1 maart 2009;
 - b. het concessiecontract moet aflopen vijf jaar na de inwerkingtreding van de ordonnantie van 22 januari 2009, hetzij op 1 maart 2014.
28. Volgens het Comité is deze mededeling door de ordonnantie van 22 januari 2009 gerechtvaardigd en betreft het dus een verenigbaar hergebruik van de gegevens van het repertorium van de DIV.

29. De gegevens mogen evenwel alleen worden verkregen voor het doeleinde dat werd bepaald in de ordonnantie van 22 januari 2009, nl. de controle op de naleving van de parkeerregels en de inning van een parkeerretributie.
30. Hier wenst het Comité te benadrukken dat de wettelijke bevoegdheid van de privéondernemingen slechts van toepassing is in het kader van het beheer van een in concessie gegeven betalend parkeren op de openbare weg of openbare parking. De privéondernemingen kunnen in geen geval toegang hebben tot de gegevens van het repertorium van de DIV voor het beheer van private parkings.
31. Bijgevolg kan een privéonderneming die zowel openbare als private parkings beheert, geen toegang hebben tot het DIV-repertorium om gegevens op te halen die nodig zijn voor het beheer van haar private parking. Anders zou dit leiden tot een omzeiling van het doeleinde en dus een inbreuk zijn op de wet van 8 december 1992 (WVP).
32. De privéonderneming die zowel openbare als private parkings beheert, moet kunnen aantonen dat de gegevens die zij opvraagt bij de DIV, wel degelijk betrekking hebben op het beheer van een openbare parking.

C. Het proportionaliteitsbeginsel

33. Het proportionaliteitsbeginsel brengt met name met zich mee dat moet worden geopteerd voor een gepast, noodzakelijk en het minst privacyintrusieve middel om het nagestreefde doeleinde te bereiken, hier de inning van parkeerretributies.
34. Wanneer de persoonlijke identificatie van een gebruiker die geen parkeergeld betaalde kan worden vermeden, bijvoorbeeld door de parkings uit te rusten met slagbomen of andere systemen die kunnen verhinderen dat de voertuigen de parking verlaten zonder te betalen, dan moet voor deze mogelijkheid worden geopteerd¹⁷.
35. Wanneer de identificatie van de gebruiker noodzakelijk blijkt, kunnen bij de DIV enkel die gegevens worden opgevraagd die, uitgaande van het nagestreefde doeleinde, ter zake dienend, toereikend en niet overmatig zijn¹⁸, namelijk de nominatieve gegevens (naam, voornaam) en adres van de houder van de nummerplaat van het voertuig dat parkeergeld verschuldigd is.

¹⁷ Het Comité verwijst naar de commentaren in het advies uit eigen beweging 37/2003 van de Commissie, o.c., Hoofdstuk II, (a), §6, en naar de beraadslaging FO 02/2007 van het Comité, o.c. punten 17-19.

¹⁸ Zie artikel 4, §1, 3° van de WVP.

D. Bijkomende verplichtingen bij het gebruik van gevoelige gegevens

36. De ingewonnen gegevens worden beschouwd als gerechtelijke gegevens¹⁹, zoals bedoeld in de WVP, als zij worden verzameld of verwerkt om gebruikt te worden om bij het gerecht een zaak in te leiden of wanneer zij kunnen leiden tot administratieve sancties.
37. De verwerking van die gegevens kan met name door de natuurlijke of rechtspersonen worden aangewend als dit vereist is voor het beheer van hun eigen geschillen.
38. Het is evenwel aangewezen de bijzondere voorwaarden te eerbiedigen die betrekking hebben op die verwerkingen en die vermeld staan in artikel 25 van het Koninklijk besluit van 13 februari 2001 houdende uitvoering van de WVP. Krachtens dit artikel moet de verantwoordelijke duidelijk de categorieën personen aanduiden die toegang hebben tot de gegevens en hun functie moet daarbij nauwkeurig worden omschreven. De lijst van de categorieën personen moet ter beschikking worden gehouden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De verantwoordelijke moet er bovendien over waken dat die aangeduide personen gebonden zijn aan een wettelijke, statutaire of contractuele verplichting aangaande de vertrouwelijkheid van de gegevens.

E. Frequentie van de gegevensmededelingen uit het repertorium van de DIV en de duur van deze machtiging

39. De frequentie van de gegevensmededelingen kan niet vooraf worden bepaald omdat dit afhankelijk is van de noodzaak een persoon te identificeren die geen parkeergeld betaalde.
40. Krachtens artikel 40 van de ordonnantie van 22 januari 2009, heeft het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap het recht om het Sectoraal Comité voor de Federale Overheid om een individuele machtiging te verzoeken en dit voor onbepaalde duur voor het grondgebied van de Brusselse gemeenten die het agentschap een delegatie toekenden voor de inning van parkeerretributies.
41. Voor wat de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten betreft die een concessiecontract hebben afgesloten vòòr 1 maart 2009, kan slechts een individuele machtiging worden verleend voor de maximumduur als bedoeld in artikel 44 van de ordonnantie van 22 januari 2009, namelijk tot vijf na de inwerkingtreding van de

¹⁹ "Gegevens inzake geschillen voorgelegd aan hoven en rechtbanken [...] inzake verdenkingen, vervolgingen of veroordelingen met betrekking tot misdrijven, of inzake administratieve sancties of veiligheidsmaatregelen" artikel 8 WVP.

ordonnantie (tot 1 maart 2014), op voorwaarde dat zij daadwerkelijk en wettelijk werden belast met de inning van parkeerretributies.

42. Iedere conformiteitverklaring die aan het Comité wordt gericht, is bijgevolg een verklaring op eer dat het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap of de private concessiehouders van een Brusselse gemeente, die, krachtens voorliggende beraadslaging de gegevens van de DIV wenst te verkrijgen, daadwerkelijk belast is met de inning van parkeerretributie, ongeacht of dit bijvoorbeeld krachtens een gemeentelijk reglement of een concessiecontract is.
43. Wanneer de machtigingsgerechtigde niet langer is belast met de inning van parkeerretributie voor een Brusselse gemeente (bijvoorbeeld omdat de gemeente een einde stelde aan het concessiecontract), verliest de gerechtigde zijn recht om, krachtens de voorliggende beraadslaging, gegevens voor dit grondgebied op te vragen bij de DIV. Hij moet bovendien het Comité daarvan inlichten.
44. Iedere machtigingsgerechtigde zou eveneens de mogelijkheid moeten accepteren dat de bevoegde diensten controles en inspecties doorvoeren (politie, justitie en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer), en zich voegen naar mogelijke aanbevelingen of naar de intrekking van de machtiging

F. Bewaartermijn van de gegevens

45. De gerechtigden van onderhavige beraadslaging moeten de gegevens wissen zodra deze niet meer nodig zijn en mogen ze in ieder geval niet langer bewaren eens de verschuldigde som werd ontvangen.
46. De verantwoordelijken voor de verwerking mogen inderdaad de gegevens niet bewaren nadat de schuld werd betaald, om bijvoorbeeld een aan de DIV parallele gegevensbank op te richten die gebruikt zou worden voor eventuele toekomstige behoeften (wanneer een klant opnieuw zijn parkeergeld niet betaalt).

G. Transparantiebeginsel

47. De verwerking van gegevens moet eerlijk gebeuren en moet dus transparant zijn. De informatieplicht, bedoeld in artikel 9 van de WVP is de hoeksteen van een transparante verwerking.

48. De toegang tot het DIV-repertoire met de bedoeling de houders van een nummerplaat te identificeren, is een onrechtstreekse verzameling van gegevens²⁰, die gebeurt in toepassing van bepalingen die werden vastgelegd door of krachtens een wet, decreet of ordonnantie. Krachtens artikel 9, §2, 2^{de} lid, b) van de WVP is er in dergelijk geval een vrijstelling van informatieplicht. Die vrijstelling verhindert echter niet dat het Comité kan nagaan of er gepaste waarborgen werden ingebouwd om de fundamentele rechten van de betrokken personen te beschermen.
49. Bovendien heeft de uitzondering op de informatieplicht, bedoeld in artikel 9 §2 van de WVP, enkel betrekking op de door een wet gerechtvaardigde, onrechtstreekse inzameling van gegevens. Het Comité benadrukt het feit dat met de identificatie van de nummerplaten, de verantwoordelijken voor de verwerking een rechtstreekse inzameling van gegevens realiseren die volledig aan de informatieplicht onderworpen is.
50. Bijgevolg acht het Comité het noodzakelijk dat de betrokken personen in alle gevallen duidelijk worden geïnformeerd over de naam van de verantwoordelijke voor de verwerking, het doeleinde van de verwerking, de herkomst van de verzamelde gegevens en het bestaan van een recht op toegang tot en verbetering van de gegevens die hen betreffen (op de website van de verantwoordelijke voor de verwerking maar ook betreffende de verzoeken tot betaling).
51. De sector zou natuurlijk de manier van werken kunnen uniformiseren door eenzelfde communicatiebeleid te voeren.

H. Ontvangers en/of derden aan wie de gegevens worden meegedeeld

52. De ontvangen gegevens van de DIV mogen enkel intern worden verwerkt door de personen die ze bij de uitoefening van hun functie nodig hebben. Voor het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap en de private concessiehouders van de Brusselse gemeenten, moeten de personen worden geïdentificeerd die belast worden met de inning van het parkeergeld waarbij de toegang tot de gegevens enkel voor die personen wordt toegestaan (technische maatregelen die de toegang verhinderen voor de andere werknemers). Zoals reeds in punt 38 van onderhavige beraadslaging werd benadrukt, moeten de verantwoordelijken voor de verwerking een lijst ter beschikking van de Commissie houden waarop de categorieën personen die toegang hebben tot de gegevens vermeld staan.

²⁰ In die zin dat de gegevens niet rechtstreeks bij de betrokken persoon worden ingewonnen maar bij derden, hier de DIV.

53. Het Comité verwijst naar de bijkomende vereisten bij het gebruik van gevoelige gegevens (zie punt D van deze beraadslaging).

54. De gegevens die bij de DIV werden verkregen worden niet aan derden verstrekt (behalve de noodzakelijke mededeling in het kader van een eventuele gerechtelijke vervolging).

I. Veiligheidsbeginsel

55. De private concessiehouders van de gemeenten en het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap moeten maatregelen treffen om de persoonsgegevens te beschermen tegen onopzettelijke of niet gemachtigde vernietiging, tegen onverwacht verlies en tegen wijziging, toegang en ieder andere, niet toegestane verwerking van de persoonsgegevens.

56. Deze entiteiten moeten hun veiligheidsmaatregelen vermelden op een evaluatieformulier²¹ en een kopie van dat formulier sturen naar het Comité, dat het recht behoudt om de ingevoerde maatregelen te beoordelen.

57. Bovendien moet ook de mededeling van de DIV-gegevens beveiligd worden. Uit de documenten van de DIV blijkt dat zij beschikken over een veiligheidsadviseur en een beveiligingsbeleid. Het Comité neemt hiervan akte.

OM DEZE REDENEN,

Machtigt het Comité voor het grondgebied van de betrokken gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en voor onbepaalde duur, het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap - die delegatie verkreeg voor de inning van parkeerretributie - en tot 1 maart 2014, iedere privéonderneming - die het beheer van een openbare parking in concessie kreeg vòòr 1 maart 2009 - die aan het Comité een geschreven en ondertekende verbintenisverklaring bezorgen, waarin zij instemmen met de voorwaarden in deze beraadslaging, om de identificatiegegevens te ontvangen van de houders van de nummerplaat die een parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld verschuldigd zijn.

²¹ Beschikbaar op

http://www.privacycommission.be/sites/privacycommission/files/documents/Toelichting_evaluatievragenlijst_kandidaat-veiligheidsconsulent_SCFO_0.pdf

De voorwaarden samengevat :

- Het Comité een geschreven en ondertekende verklaring bezorgen²² waarin wordt ingestemd met de voorwaarden in voorliggende beraadslaging, met name:
 - o De eerbiediging van het finaliteitsbeginsel, nl. om de verkregen gegevens slechts te gebruiken voor de inning van een parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld en de gegevens niet te gebruiken voor het beheer van een privéparking (punten 29 tot 32);
 - o De persoonsgegevens enkel te verwerken indien dit noodzakelijk is en de mogelijkheid onderzoeken om een systeem te installeren waardoor de niet-betaling kan worden verhinderd (bijvoorbeeld slagbomen) (punt 34).
 - o Van de DIV enkel de naam, voornaam, en adres van de nummerplaathouder te verkrijgen (punt 35);
 - o De gegevens te wissen zodra ze niet meer nodig zijn en in ieder geval niet langer te bewaren zodra de verschuldigde som werd ontvangen (punten 45-46);
 - o De gebruikers duidelijk te informeren (punt 50);
 - o De gegevens mogen enkel intern worden verwerkt door personen die deze gegevens voor de uitoefening van hun functie nodig hebben; de categorieën personen aanduiden die toegang hebben tot de gegevens samen met een beschrijving van hun functie en deze lijst met categorieën van personen ter beschikking houden van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (punten 52 en 38);
 - o De vertrouwelijkheid van de gegevens bewaren (met name door enkel een toegang tot de gegevens toe te staan van personen die zich hebben verbonden aan een wettelijke, statutaire of contractuele vertrouwelijkheidsverplichting) en de gegevens niet aan derden mee te delen (behalve indien de mededeling noodzakelijk is in het kader van een eventuele gerechtelijke vervolging) (punten 54 en 38 in fine);
 - o Technische en organisatorische veiligheidsmaatregelen treffen (punten 55 tot 57);
 - o Het Comité ervan verwittigen dat de voorheen machtigingsgerechtigde niet langer belast is met de inning van parkeergeld (punt 43);
 - o Iedere machtigingsgerechtigde zou eveneens de mogelijkheid moeten accepteren dat de bevoegde diensten controles en inspecties doorvoeren (politie, justitie en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer), en zich voegen naar mogelijke aanbevelingen of naar de intrekking van de machtiging (punt 44);
- Het Comité een ingevuld evaluatieformulier bezorgen met de getroffen beveiligingsmaatregelen²³;

²² Een modelverklaring is op aanvraag beschikbaar bij de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer: commission@privacycommission.be

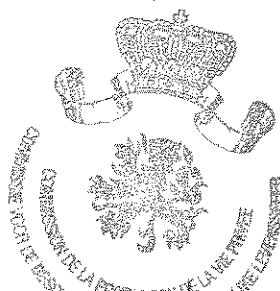
- Samen met de aangifte het bewijs meesturen dat aantoon dat de aanvrager gerechtigd is om een parkeerretributie, parkeerbelasting of parkeergeld te innen (voor de private ondernemingen is dat het concessiecontract en voor het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap de delegatie die de betrokken gemeenten hebben verleend,...).

De Wnd. Administrateur,

De Voorzitter,

(get.) Patrick Van Wouwe

(get.) Willem Debeuckelaere



Voor eensluidend verklaard afschrift:

Patrick Van Wouwe,

Afdelingshoofd ORM 30.07.2013

²³ Beschikbaar op

http://www.privacycommission.be/sites/privacycommission/files/documents/Toelichting_evaluatievragenlijst_kandidaat-veiligheidsconsulent_SCFO_0.pdf